



MARS 2021

LA MENACE TERRORISTE CONTRE LA COMMUNAUTÉ JUIVE ARGENTINE

**Des attentats irrésolus de 1992 et 1994 à la menace de Jorge
Knoblovits en 2021**



Photographie des décombres après l'explosion d'une bombe dans un immeuble
abritant les institutions juives du pays

© ALI BURAFI

ECRIT PAR JUSTINE VIDAL



Licenciée d'Histoire à Paris I Panthéon Sorbonne, **Justine Vidal** est actuellement en première année de master à l'Institut Libre d'Etude des Relations Internationales. Sa formation sur l'actualité et les problématiques internationales l'a conduit à s'orienter vers les domaines de la Sécurité et de la Défense et elle souhaite possiblement se spécialiser dans la gestion de crise et la lutte antiterroriste.



INTRODUCTION

En novembre 2020, l'État argentin mène une enquête suite à une dénonciation anonyme envoyée à l'ambassade argentine au Royaume-Uni. La dénonciation portait sur le fait que du matériel explosif, du nitrate d'ammonium, serait entré dans le pays en provenance de la République du Paraguay, pays limitrophe. Le Ministère de la Sécurité argentine a affirmé que la communauté juive avait été visée par ce projet d'attentat terroriste. Cette révélation a éveillé la vigilance de l'État et le ministère a choisi de déployer les forces fédérales dans le but de « renforcer les contrôles, en tenant compte de la tentative potentielle d'entrée de la personne en question »¹.

Plus grande communauté juive d'Amérique, les chiffres sont néanmoins sujets à débat. Sergio DellaPergola estime la population juive argentine à 200 000 personnes². Toutefois, une étude réalisée sous l'égide du Joint de la AMIA compte pour Buenos Aires déjà 244 000 juifs, allant jusqu'à 310 000 vivant dans des foyers dont au moins un membre est juif³. Il s'agit donc d'une des plus grandes diaspora du monde. Comment cela a-t-il été rendu possible ? L'histoire des juifs en Argentine remonte au XVIème siècle avec l'expulsion des juifs d'Espagne, les Séfarades, ces derniers ayant fui auprès des colons espagnols afin de s'installer dans ce qu'est aujourd'hui l'Argentine. Jusqu'à l'indépendance de l'Argentine le 9 juillet 1816, la population juive dans le pays restait très discrète et minoritaire, mais l'immigration est devenue massive après le décret du président Julio Argentino Roca, invitant spécifiquement les juifs russes persécutés à immigrer en Argentine. En 1890, l'Argentine lance un plan d'immigration qui participe à faire venir plus de 20 000 juifs en provenance de Russie et de Roumanie. En 1920, la population juive d'Argentine atteint déjà les 150 000 personnes. Le régime d'Adolf Hitler mis en place dès 1933 a largement participé à l'immigration massive des juifs venus d'Europe vers le pays. Durant cette période, l'Argentine a été le pays ayant recueilli le plus d'immigrants juifs avec un total de 45 000, la moitié de façon illégale. Une véritable hostilité à l'égard des juifs s'est installée dès le XIXème siècle, dans la mesure où la population argentine jugeait leur mode de vie incompatible avec leur société. Sous le gouvernement de Juan Perón entre 1946 et 1955, l'antisémitisme continue de croître, encore plus sous la junte militaire du 1976.

¹« L'Argentine enquête sur une menace terroriste présumée contre la communauté juive », Ouest France avec AFP, publié le 15/11/2020, consulté le 04/03/2021, <https://www.ouest-france.fr/monde/argentine/l-argentine-enquete-sur-une-menace-terroriste-presumee-contre-la-communaute-juive-7051875>

²Sergio DellaPergola et Uziel Oscar Schmeltz, «La demografía de judíos de latinoamérica », *Rumbos*, 1986, n° 15

³Adrián Jmelniczky et Ezequiel Erdei, La población judía de Buenos Aires. Estudio sociodemográfico, Buenos Aires, AMIA-Joint, 2005, p. 15-20



L'évènement qui marque l'apogée de cet antisémitisme est bien les attentats terroristes de 1992 et 1994, confirmant la réelle menace qui pèse sur la communauté juive en Argentine. Quelles ont été les circonstances et les conséquences de ces attentats sur la communauté juive en Argentine ? Pourquoi, en 2020 et 2021, la menace pèse-t-elle encore ? Qui sont les responsables ?

Dans cet article, nous allons analyser les enjeux et la chronologie de cette menace terroriste tout en envisageant les réponses mises en place par l'État argentin et sa coordination avec l'international afin de résoudre ces enquêtes.

De l'attentat de 1992 à la menace de Jorge Knoblovits : des crimes irrésolus

Le 17 mars 1992, à 14h42, une camionnette chargée d'explosifs conduite par un kamikaze fonce dans l'Ambassade d'Israël à Buenos Aires. L'Ambassade, une église catholique ainsi qu'un bâtiment scolaire ont été détruits par l'explosion. Le bilan total de l'attentat se porte à 29 morts, dont 4 Israéliens, mais la majorité des victimes étaient des civils argentins dont beaucoup d'enfants. Le nombre de blessés est estimé à 242.

Deux ans plus tard, le 18 juillet 1994, à 9h54, une voiture piégée détruit le siège de l'AMIA (*Asociación Mutual Israelita Argentina*), la principale institution juive ashkénaze d'Argentine, à Buenos Aires. On compte un total de 85 morts et de 250 blessés. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier de l'histoire de l'Argentine, et le deuxième attentat en deux ans qui vise la communauté juive du pays.

Pourquoi ces lieux ont-ils été visés ? L'ambassade d'Israël à Buenos Aires est un lieu symbolique, en s'y attaquant, c'est l'ensemble de la communauté juive du pays qui est touchée et qui ressent la haine profonde exprimée envers leur identité. Mais qu'est-ce que la AMIA ? « Créée en 1894 par un groupe d'immigrants d'origine juive, AMIA est liée à de nombreux Argentins du début à la fin de leur vie. À ses débuts, la fondation d'un cimetière communautaire a été l'une des premières actions menées par l'entité. Les premiers immigrants juifs ont ainsi pu se conformer, dans la nouvelle terre qui les abritait, aux lois et coutumes millénaires qui régissent l'histoire et les traditions de la communauté, liées au moment du décès d'un être cher. Avec l'arrivée de contingents migratoires successifs, les activités d'AMIA se sont développées et diversifiées. À partir de 1920, avec l'augmentation de la population juive du pays et son intégration progressive dans la société, l'institution est devenue l'espace d'articulation et de participation des Juifs d'Argentine. En 1994, pour commémorer le centenaire de sa création, l'AMIA a organisé une série de festivités qui ont été brutalement interrompues le 18 juillet,



alors que le siège était la cible du terrorisme international. Depuis, l'institution se bat sans relâche pour que les auteurs intellectuels et matériels de l'attentat soient jugés et condamnés. »⁴. Frapper l'AMIA l'année du centenaire de sa création a une charge symbolique très forte dans la mesure où c'est toute l'histoire des juifs d'Argentine qui est attaquée, avec le but de remettre en question la légitimité de leur présence sur le territoire.

La principale question qui est aujourd'hui toujours en suspens est : qui sont les responsables de ces deux attentats quasi-consécutifs ? Presque trente ans sans réponse malgré la coopération entre les États-Unis et Buenos Aires mettent en avant pour le peuple argentin et le reste du monde l'incapacité de l'État et de la justice non seulement à résoudre ces crimes mais également à protéger la communauté juive.

Les révélations de novembre 2020 selon lesquelles du nitrate d'ammonium, un matériel explosif, serait entré en Argentine en provenance du Paraguay sont la preuve d'une réelle menace qui pèse sur la communauté juive en Argentine et que l'État se trouve dans l'incapacité de neutraliser. Cet événement a donc fait ressortir les souvenirs douloureux des massacres qu'avaient subi le peuple juif dans les années 1990, accentuant la certitude selon laquelle un antisémitisme fort sévit dans le pays. En février 2021, la police argentine place sous protection Jorge Knoblovits, président de la DAIA (Délégation des Associations israélites d'Argentine), la plus importante organisation-cadre de la communauté juive du pays. Ce dernier aurait reçu une lettre antisémite, lui préconisant de quitter le pays⁵. Le journal argentin *Clarín* a récemment annoncé que Jorge Knoblovits avait déjà reçu des menaces en 2019, le journal faisant le lien entre cette menace et le classement du groupe chiite libanais du Hezbollah par l'Argentine comme organisation terroriste. D'autres messages lui avaient été destinés suite à la plainte de la DAIA qui accusait l'ancien président et la vice-présidente actuelle Cristina Fernandez de Kirchner de s'être associés à l'Iran dans le dossier des victimes de l'attentat de 1994. Cela nous amène à nous demander quels liens peuvent-être établis entre la menace qui pèse sur la communauté juive d'Argentine et le terrorisme international.

⁴ Site officiel de la AMIA, Histoire, <https://www.amia.org.ar/historia/>

⁵ JTA, « Argentine : Un responsable juif sous protection policière après des menaces », The Times of Israël, publié le 14/02/2021, consulté le 09/03/2021, <https://fr.timesofisrael.com/argentine-un-responsable-juif-sous-protection-policier-apres-des-menaces/>



Sur la voie des responsables : le Hezbollah en ligne de mire

Comme nous l'avons vu précédemment, les autorités judiciaires sont marquées par une véritable incapacité voire incompétence dans l'enquête sur les deux attentats des années 1990. De nombreuses pistes ont été explorées, mais le dossier piétine depuis près de trente ans. Alberto Nisman, procureur argentin en charge du dossier de l'AMIA, a trouvé la mort durant l'enquête en 2015 de façon mystérieuse. Après avoir tout d'abord pensé à un suicide, la piste de l'assassinat politique est évoquée dans la mesure où il avait reçu de nombreuses menaces de mort.

Gabriel Levinas, auteur du livre « *Ley bajo Los escombros* » (La loi sous les décombres) affirme : « La réalité c'est qu'aucun gouvernement, de Carlos Menem (1989-1999) aux présidents Nestor (2003-2007) et Cristina Kirchner (2007-2015), n'a montré un intérêt réel pour élucider cette affaire »⁶. Les enquêtes sur les deux attentats mènent les autorités à envisager la responsabilité de l'Iran ainsi que du groupe chiite libanais Hezbollah. Il s'agit là des deux pistes les plus étoffées, mais une piste syrienne est également envisagée ainsi que la responsabilité d'un groupe argentin d'extrême droite. Toutefois « Il ne faut pas s'orienter vers la piste syrienne, ni vers la piste locale. Suivre ces pistes pourrait affaiblir l'enquête internationale contre les suspects iraniens », recommande un télégramme de l'ambassade des Etats-Unis révélé en 2011 par *WikiLeaks*. La découverte au milieu des années 1980 de l'existence de cellules du Hezbollah en Argentine, à Zagreb (Croatie), à Chypre, à Valence (Espagne), à Veracruz (Mexique) et dans plusieurs villes des États-Unis rendent compte de l'influence à l'échelle internationale de ce groupe. L'attentat de 1992 a créé un renouveau de la vigilance envers les cellules extrémistes islamiques, établies dans des zones qui ne sont pas suspectes a priori, de la part des renseignements à la fois israéliens et américains.

Pourquoi l'Iran est-il mis en cause dans l'attentat de 1992 ? Un groupe appelé Organisation du Jihad islamique, lié à l'Iran et probablement au Hezbollah a en effet revendiqué la responsabilité de l'attentat de 1992, avec pour intention de venger l'assassinat par Israël du Secrétaire général du Hezbollah Sayed Abbas al-Musawi en février 1992. De plus, ce groupe a diffusé des images de surveillances prises de l'ambassade peu de temps avant l'explosion. Israël a donc envoyé des enquêteurs sur le territoire argentin qui ont découvert que les responsables avaient planifié l'attaque aux frontières de l'Argentine, du Paraguay et du Brésil, lieu où une importante population musulmane

⁶ AFP, « En Argentine, les attentats de 1992 et 1994 restent impunis, La Libre, publié le 20/01/2015, consulté le 09/03/2021, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/en-argentine-les-attentats-de-1992-et-1994-restent-impunis-54be3f1435701f354342fc96>



est concentrée. La NSA a également intercepté des messages révélant la connaissance iranienne de l'attaque qui allait avoir lieu ainsi que la complicité de l'agent du Hezbollah Imad Mughniyad, qui avait été accusé par l'Argentine d'avoir participé à l'attentat. L'attaque a eu lieu alors que l'Iran et l'Argentine espéraient une reprise de la coopération nucléaire et que l'Argentine avait annoncé la suspension des expéditions de matières nucléaires vers l'Iran. Estimant que les attentats de 1992 et de 1994 sont liés, la justice argentine a officiellement accusé l'Iran et le Hezbollah d'être responsable de l'attentat de l'AMIA⁷, bien que les autorités iraniennes et le Hezbollah aient toujours nié ces accusations. En 2006, la justice argentine a émis des mandats d'arrêts internationaux contre des dignitaires du régime iranien, soupçonnés d'avoir été les commanditaires de l'attentat. On retrouve parmi les suspects l'ancien Ministre de la Défense Ahmad Vahidi, l'ex-président Ali Rafsandjani et l'ancien attaché culturel de l'Ambassade d'Iran en Argentine, Moshen Rabbani.

Toutefois, Cristina Kirchner, présidente de la Nation argentine entre 2007 et 2013, est soupçonnée d'avoir entravé cette enquête dans la mesure où l'Iran est un important partenaire commercial de l'Argentine⁸. S'agit-il donc d'une véritable incapacité à boucler l'enquête, ou bien d'une volonté d'étouffer l'affaire ? En 2013, la présidente scelle avec Téhéran un mémorandum afin qu'un juge argentin soit autorisé à interroger des suspects en Iran par la constitution d'une commission d'experts alors que l'Argentine réclamait leur extradition depuis 2007 pour les juger à Buenos Aires. Cette décision a mené à une tension des relations entre la communauté juive et le gouvernement argentin, ainsi qu'à une opposition à cette décision de la part des États-Unis et d'Israël, la considérant comme une entrave à l'élucidation de l'enquête étant donné qu'elle exclut la possibilité d'un procès en Argentine. De plus, le fournisseur présumé du fourgon piégé, Carlos Telleldín, a été acquitté par la Cour fédérale lors de son procès en 2003, avant que la Cour suprême de justice ne révoque son acquittement et demande un nouveau procès en 2009 qui l'a mené à la prison en 2011 avant d'être relâché un mois après. Ce n'est qu'en février 2019 qu'il a finalement été reconnu coupable et a été condamné à trois ans et demi de prison. Carlos Menem, président de la nation argentine entre 1989 et 1999 a également été mis en cause pour entrave à l'enquête car il aurait remis 400 000 dollars à Carlos Telleldín afin que ce dernier incrimine un autre suspect. Cela montre bien les irrégularités de la justice argentine dans cette affaire.

⁷ Le Figaro, « L'Argentine accuse l'Iran de l'attentat antisémite de 1994 », publié le 15/10/2007, consulté le 10/03/2021, https://www.lefigaro.fr/international/2006/10/27/01003-20061027ARTFIG90144_l_argentine_accuse_l_iran_de_l_attentat_antisemite_de_.php

⁸ Le Parisien, « Attentat de 1994 en Argentine : la présidente accusée d'avoir couvert l'Iran », publié le 14/02/2015, consulté le 10/02/2021, <https://www.leparisien.fr/international/attentat-de-1994-a-buenos-aires-la-presidente-soupconnee-d-avoir-couvert-l-iran-14-02-2015-4533479.php>



Pourquoi la Syrie est également une piste suivie ? La thèse de la vengeance a été abordée de la part de l'État syrien, présidée par Hafez El-Assad, après la décision de Carlos Menem, d'origine syrienne, de refuser de fournir au pays du matériel militaire suite aux pressions des États-Unis.

En 2019, à l'occasion du 25ème anniversaire de l'attentat de 1994, Washington a multiplié les signes de soutien à l'Argentine. Mike Pompeo, ancien secrétaire d'État des États-Unis, affirme, devant le bâtiment de l'AMIA : « Nous n'avons pas oublié et nous n'oublierons jamais »⁹. Les États-Unis considèrent le Hezbollah comme responsable d'avoir coordonné l'attentat. Mike Pompeo demande l'aide de la communauté internationale afin de retrouver les responsables et de pouvoir les conduire en justice. Les États-Unis envisagent la mise en place de sanctions contre un responsable du Hezbollah, Salman Raouf Salman. Le département d'État américain a annoncé une récompense allant jusqu'à 7 millions de dollars pour toute information permettant de le localiser. Les États-Unis souhaitent collaborer avec l'Argentine dans la lutte contre les membres du Hezbollah, et l'ont félicitée pour avoir gelé en 2019 les avoirs du mouvement chiite libanais et invite d'autres pays à faire de même.

Pourquoi cette implication aussi soutenue des États-Unis pour contrer le Hezbollah ? Le Hezbollah est une organisation qui prône la mise en place d'un régime islamique et qui appelle à l'expulsion des États-Unis, de la France et d'Israël du territoire libanais. Organisation en possession de très nombreux missiles et d'un large arsenal, les États-Unis considèrent le Hezbollah comme une organisation menaçante déjà responsable de beaucoup d'attentats dans le monde, sans pour autant que ces derniers n'aient été revendiqués. Les États-Unis accusent également l'organisation d'un financement illégal basé sur le commerce illicite de diamant, le trafic de drogue, la contrebande et le racket. Le Hezbollah est également lié sur le sol américain à différents types d'activités criminelles comme la contrebande, ne pouvant pas récolter légalement de fonds étant donné que les États-Unis l'ont classé comme une organisation terroriste en 2016. La guerre en Syrie a également été un facteur aggravant dans la mesure où, dès 2013, environ 1 700 combattants du Hezbollah s'engagent aux côtés de Bachar Al-Assad. Les États-Unis avaient donc considéré le Hezbollah comme responsable d'une escalade inacceptable du conflit. Ainsi, les États-Unis multiplient les sanctions contre des dirigeants libanais afin de viser le Hezbollah, participant ainsi à la déconstruction du système libanais. Il est donc dans l'intérêt des États-Unis de s'allier avec les pays qui considèrent le Hezbollah comme responsables des attentats produits sur leur sol, comme l'Argentine, afin d'encourager les sanctions.

⁹ AFP, « Washington prête main-forte à l'Argentine sur l'attentat antisémite », Le Point International, publié le 20/07/2019, consulté le 10/03/2021, https://www.lepoint.fr/monde/washington-prete-main-forte-a-l-argentine-sur-l-attentat-antisemite-20-07-2019-2325685_24.php



CONCLUSION

Il est évident qu'une forte menace pèse sur la grande communauté juive d'Argentine. S'étant d'abord exprimé par un antisémitisme fort, les attentats des années 1990 ont marqué une véritable redéfinition de la menace, allant jusqu'à remettre en cause la légitimité de la présence juive sur le sol argentin. Si ces attentats ont eu lieu il y a presque trente ans, il s'agit toujours de crimes irrésolus, aux pistes nombreuses, marquant une véritable responsabilité de l'État dans l'incapacité à démasquer les responsables. Les récents événements de novembre 2020 et la menace de Jorge Knoblovits démontrent l'existence d'une menace qui est toujours d'actualité, mettant à la fois la communauté juive d'Argentine dans une position d'insécurité mais aussi de colère envers l'État qui n'agit que très peu. S'il s'agit d'attaques très ciblées, elles sont toutefois révélatrices d'un contexte international complexe. La part de responsabilité de l'Iran et du Hezbollah est en effet mise en exergue par l'Argentine mais également par les États-Unis, qui trouvent leur intérêt dans la dénonciation de ces deux acteurs. La proximité commerciale entre l'Iran et l'Argentine a pu donner lieu à des complications au sein de l'enquête, qui fait preuve de beaucoup d'irrégularités. Aujourd'hui, l'enquête est toujours ouverte et grandement soutenue par les États-Unis.